



## Rapport général : synthèse des différents ateliers

Firdawcy M.L.

in

Dupuy B. (ed.).

La formation supérieure des cadres de l'agriculture et de l'alimentation dans les pays du bassin méditerranéen

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 36

1999

pages 157-162

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI990742>

To cite this article / Pour citer cet article

Firdawcy M.L. **Rapport général : synthèse des différents ateliers.** In : Dupuy B. (ed.). *La formation supérieure des cadres de l'agriculture et de l'alimentation dans les pays du bassin méditerranéen.* Montpellier : CIHEAM, 1999. p. 157-162 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 36)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>



# Rapport général synthèse des différents ateliers

Prof. Mohamed Larbi Firdawcy  
IAV Hassan II (Maroc)

---

Lors de sa réunion tenue à SALONIQUE, le Conseil, sur proposition du Secrétaire Général, a donné son accord à la réalisation en 1998 d'un séminaire sur «*l'évolution des systèmes de formation supérieure en sciences agronomiques dans les pays du Bassin Méditerranéen*». Ce titre initial a évolué pendant la phase préparatoire pour devenir : «*la formation supérieure des cadres de l'agriculture et de l'alimentation dans les pays du Bassin Méditerranéen, défis à la gestion des savoirs à l'aube du troisième millénaire*».

En reprenant l'architecture adoptée par le groupe *ad hoc*, nous allons collectivement apprécier le niveau des réalisations des objectifs et des tâches assignées.

## I – La phase préparatoire

### 1. Les motifs

Le thème du séminaire a été choisi en fonction de son importance évidente pour un organisme tel que le CIHEAM qui a pour activité majeure la formation des cadres en vue du développement d'une agriculture durable dans la région méditerranéenne.

En 1988, à Rabat, le CIHEAM avait déjà organisé un séminaire sur le thème de la formation agronomique au cours duquel un inventaire et une analyse des formations offertes dans la région avaient été faits avec trois conclusions majeures :

- ☐ La coexistence de deux systèmes de formation, l'un avec une matrice anglo-saxonne et l'autre avec la formule des écoles d'ingénieurs à la française ;
- ☐ L'absence ou la faiblesse de la formation continue des cadres de l'agriculture et de l'alimentation ;
- ☐ Le CIHEAM est potentiellement un creuset de réflexion sur l'agriculture méditerranéenne et son progrès.

Aujourd'hui, 10 ans plus tard, il est intéressant de s'interroger sur le rôle et la place des formations agronomiques dans un monde méditerranéen en pleine mutation et plutôt que de partir de l'*offre* de formation existante dans toute la région, il convient de situer la réflexion davantage sur les *besoins* et la demande : des agronomes pourquoi faire ? quels profils pour quels débouchés ?

Ce séminaire s'est placé donc dans le contexte général des changements économiques liés à l'impact de la mondialisation des marchés, à l'ouverture des échanges et aux changements qu'ils induisent dans le secteur agricole des pays de la région : ajustement structurel, OMC, PAC, développement de l'économie de marché et l'émergence du secteur privé ... et qui requièrent des besoins nouveaux au niveau des ressources humaines pour permettre d'affronter dans de meilleures conditions la compétitivité internationale notamment en ce qui concerne la formation continue des cadres.

Cette réflexion vient, en outre, appuyer l'effort collectif et participatif d'élaboration et d'adoption du projet d'établissement conduit récemment par l'Institut de Montpellier sur sa mission et son programme à moyen terme et donner une impulsion plus grande à la dynamique de révision des formations proposées par le Centre : certaines d'entre elles ne sont-elles pas parfois décalées par rapport aux nouvelles réalités économiques ?, et ce séminaire contribuera ainsi à préciser la place et le rôle que le CIHEAM dans son ensemble devrait développer dans les prochaines années (à l'horizon 2010), dans le domaine de la formation agronomique post-universitaire.

## 2. Les thèmes à débattre

Comme il a été dit lors de la réunion à Salonique, ce séminaire ne doit pas refaire un descriptif des différents systèmes de formation dans le domaine de l'agronomie et de l'agro-économie existants qui sont supposés connus.

Selon une approche moins statique que celle du séminaire de Rabat, il convient à l'orée du troisième millénaire, de faire démarrer la réflexion à partir de l'analyse des *besoins* en formation des hommes capables de s'adapter aux nouvelles conditions, capables de maîtriser les processus techniques et les savoirs nouveaux en vue de développer une agriculture durable, respectueuse des besoins vitaux des générations à venir.

A partir de la prise en compte du développement des niveaux «Master» et «Doctorat» depuis dix ans dans de nombreuses institutions académiques du pourtour méditerranéen, les communications et les débats seraient plus spécifiquement centrés sur la formation *post-universitaire* : *formation professionnelle* (management des entreprises, stratégies des firmes, gestionnaires d'exploitations agricoles, etc.) et *formation doctorale*, les nouvelles méthodes pédagogiques à mettre en œuvre et le rôle d'appui que le CIHEAM serait en mesure d'apporter à ce niveau.

Compte tenu des mutations actuelles et des nouvelles conditions du travail qu'apportent les nouvelles technologies de communication du savoir, il serait intéressant d'organiser dans le cadre de ce séminaire un atelier sur *l'apport des nouvelles technologies* comme moyen d'enseignement et son utilisation dans le cadre de la formation continue et le recyclage des cadres : formation à distance, développement de centres de ressources multi-média, etc.

Il conviendrait également d'insister sur les aspects de coopération dans ce domaine entre les différents systèmes de formation et de proposer les passerelles nécessaires pour favoriser la plus large interpénétration entre les institutions du Nord et du Sud : constitution d'équipes en réseaux, accueil et échanges d'enseignants, et de développer d'une manière significative les possibilités de stages, non seulement dans les institutions de recherche et d'enseignement mais aussi dans le monde de l'entreprise.

## 3. Les participants

Les participants et le public visé dans une telle manifestation sont non seulement les *universitaires* professeurs et chercheurs qui sont des acteurs majeurs de la formation, mais aussi les *utilisateurs*, c'est à dire les politiques, les décideurs, les administrations nationales et locales (secteurs économique, de la recherche scientifique et technique...), les organisations professionnelles agricoles, les chefs d'entreprises agro-alimentaires et d'exploitations agricoles, les représentants du *monde professionnel* sous ses différents aspects y compris les aspects de sauvegarde de l'environnement, les organismes et organisations internationaux ...

Ces participants, représentatifs de l'ensemble le plus large des pays de la région au Nord comme au Sud de la Méditerranée.

## 4. L'organisation

La préparation de ce séminaire a nécessité la convocation d'un *groupe ad hoc* composé d'un petit nombre d'experts dans ce domaine chargés d'élaborer :

- ☐ Le programme du séminaire sur deux jours et demi et les méthodes de travail : séance plénière et ateliers spécialisés. Il faut prévoir du temps pour les débats après l'introduction de chaque thème et éventuellement inclure une ou deux tables rondes.
- ☐ Les différents exposés retenus et une liste d'experts les plus qualifiés pressentis pour les traiter.

Naturellement les quatre instituts auront à s'engager dans ce séminaire qui les concerne particulièrement.

Après ce rappel de la phase préparatoire, je vous propose de faire à chaud le point sur nos deux jours d'intense activité.

## II – A l'écoute de la demande

**Le premier jour**, nous avons écouté et retenu ce que nous ont dit les **politiques** et les **décideurs**, les **professionnels**, les **chefs d'entreprise**, les **organismes internationaux** sur :

### 1. Le contexte général pour le futur

Une nouvelle ère s'amorce depuis la fin de la guerre froide, la mondialisation de l'économie et la globalisation sont en train de s'imposer mais avec des effets nocifs sur les pays sous développés :

- ☐ les trois plus riches fortunes dépassent le PIB des 48 pays les plus pauvres. De 1960 à 1980, l'écart entre les 20% de la population mondiale les plus riches et les plus pauvres est passé de 30 à 82 fois ;
- ☐ le tiers des africains n'atteindra pas 40 ans ;
- ☐ 40% des femmes restent analphabètes ;
- ☐ l'aide a décliné : du 1% du PIB espéré, elle ne représente plus que 0,22% du PIB des pays les plus industrialisés. Elle est liée à des fins particulières ;
- ☐ la démocratie, les droits de l'Homme, l'Etat de droit, la liberté de la presse constituent, avec le droit au travail, à la santé, à l'éducation et le développement dans la dignité, une demande forte au niveau planétaire ;
- ☐ les perspectivistes ont insisté sur le phénomène de l'intangibilité des économies et la part croissante de l'économie de l'information qui dépasse désormais celle de l'économie agricole ;
- ☐ les révolutions techniques de l'information et la biologie bouleversent la production du savoir, sa médiation et sa diffusion, d'où le danger d'apartheid scientifique ;
- ☐ le constat d'une coupure forte entre chercheurs et éducateurs d'un côté, et utilisateurs et décideurs politiques de l'autre, rend les perspectives de réforme incertaines et délicates : ceux qui savent ont du mal à coopérer avec ceux qui font.

### 2. La Méditerranée et le processus de Barcelone

- ☐ La Méditerranée est une zone de proximité du Nord et du Sud, chemin de passage vers les champs pétroliers du Golfe et de l'Asie Centrale.
- ☐ Y aura-t-il de nouvelles Andalousies ?
- ☐ Il y a un retard sur la construction de la Méditerranée agricole et alimentaire.

- ❑ le processus de Barcelone a pour priorités stratégiques l'intégration de l'Europe Centrale et Orientale d'une part et l'association des pays du Sud d'autre part pour la création à l'horizon 2010 d'une zone de libre échange en Méditerranée. Le partenariat y est conçu selon deux principes : celui de l'espace de paix pour permettre la croissance et le développement économique des partenaires et celui du dialogue authentique pour l'égalité et la dignité mutuelle ainsi que la responsabilité. C'est un processus qui a une architecture à trois piliers :
  - le dialogue politique et la sécurité qui vise la réforme politique, la démocratie et les droits de l'Homme ainsi que la sécurité et le bon voisinage,
  - le partenariat économique et financier afin de réduire les écarts,
  - le rapprochement des peuples sur les plans culturel et social au niveau des cultures et des sociétés civiles.
- ❑ Ce processus est apprécié différemment :
  - par les politiques qui y voient une double inégalité :
    - poids spécifique du Nord supérieur à celui du Sud,
    - le Nord s'organise dans une approche d'union, le Sud est en état de dispersion ;
  - par les associations professionnelles qui déclarent qu'on n'a pas tenu compte de l'agriculture et ressentent une déception sur les accords qui doivent être renégociés.
- ❑ La dynamisation du financement disponible à travers le programme MEDA devrait mieux consolider le processus de Barcelone.

### 3. L'agriculture et les enjeux

- ❑ L'agriculture est en phase de transition : elle passe de la protection à la compétition. Les formes traditionnelles de culture et d'élevage sont face à la modernité et aux découvertes scientifiques et technologiques.
- ❑ L'agriculture a affaire à l'opinion par le biais des médias. Confrontée à des contraintes structurelles pressantes, elle a un impact sur l'environnement mais aussi des atouts : elle peut rendre des services marchands (tourisme vert) et non marchands (maintien du paysage).
- ❑ Les agriculteurs sont disposés à relever les défis en valorisant la présence, la force et le rôle des organisations professionnelles, en participant aux décisions. Ils revendiquent la démocratie sociale et économique et pas uniquement politique en acceptant de réfléchir à quelle agriculture pour quelle société.
- ❑ Les grands enjeux qui doivent requérir notre réflexion et nos actions s'articulent sur :
  - la souveraineté alimentaire nationale et régionale,
  - la sécurité alimentaire sur le plan sanitaire et de l'accès à l'aliment,
  - l'avenir des paysanneries : quel type de développement agricole ? avec ou sans paysans ?
  - la gestion de la ressource pour une agriculture durable,
  - la construction méditerranéenne.

### 4. Que nous ont ils proposés ?

La réponse à ce constat doit être à la fois technique, économique, politique et culturelle :

- ❑ il faut privilégier la collaboration et non la compétition que ce soit au niveau des pays, des agricultures ou des formations ;
- ❑ à l'approche de la négociation de l'OMC, de la réforme de la PAC, une action doit être menée pour préparer les hauts responsables : il faut agir en temps réel ;
- ❑ un observatoire des politiques publiques en Méditerranée doit être monté rapidement pour assurer une veille en continu ;
- ❑ un réseau de groupes de travail de volontaires militant pour une construction commune de l'agriculture méditerranéenne.

### III – Premiers résultats d'une réflexion en commun

**La deuxième journée**, grâce au processus des tables rondes, nous a permis, après un intense exercice de réflexion en commun savamment orchestré, de dégager pour chaque thème proposé les **éléments de consensus** :

**1.** Sur le thème I relatif aux **nouveaux profils et nouveaux métiers**, il conviendra d'approfondir pour les cinq profils porteurs des **emplois du futur** :

- ☐ manager de projets (exploitation agricole, nouveaux produits, investissements agro-industriels, ressources naturelles, organisations professionnelles agricoles...) ;
- ☐ ingénieur de production (agriculture IAA) ;
- ☐ développeur (transfert de savoir, services aux entreprises) ;
- ☐ spécialiste du marketing (technico-commercial, vente) ;
- ☐ expert en innovation (création de nouveaux produits, services, ex : biotechnologie, expertises pointues,...).

A ces profils, il convient d'assurer et de développer **les compétences** suivantes :

- ☐ aptitudes relationnelles (communication, animation, leadership) ;
- ☐ compétences techniques (nouvelles technologies) ;
- ☐ capacités au diagnostic de situations complexes ;
- ☐ réactivité (compréhension du changement, attitude prospective) ;
- ☐ ouverture internationale (langues, cultures, marchés).

**2.** Sur le thème II **des opérateurs de formation du futur et des nouveaux programmes**, il a été unanimement souligné l'orientation vers **de nouvelles approches de formation** axées sur :

- ☐ l'adaptation des programmes aux besoins des utilisateurs (interactivité) ;
- ☐ la flexibilité des programmes (réponse au changement, programme innovant) ;
- ☐ l'équilibre et intégration entre les formations théoriques et pratiques ;
- ☐ la pluridisciplinarité.

Il a été aussi reconnu que la formation de demain n'est plus l'affaire des enseignants uniquement mais de plusieurs opérateurs qui doivent être organisés grâce à :

- ☐ un couplage entre institutions publiques et acteurs privés ;
- ☐ des combinaisons des compétences académiques et professionnelles, et
- ☐ une coopération inter-régionale et internationale.

**3.** La séance consacrée aux **nouvelles approches pédagogiques et aux réseaux**, animée par MM. Gherzi et Lasram, a souligné l'implication du CIHEAM dans la réflexion et la mise en œuvre des **nouvelles techniques de la communication et de l'information** en leur reconnaissant les apports suivants :

- ☐ Facilité d'accès aux informations (rapidité, quantité, qualité) ;
- ☐ Mise en réseaux des différents acteurs (étudiants, formateurs, chercheurs, professionnels) ;
- ☐ Personnalisation de l'itinéraire pédagogique (gestion du temps, accès à de nouveaux diplômes) ;
- ☐ Coût réduit par démultiplication (économie d'échelle).

Ces nouvelles techniques ne sont pas exclusives des **autres approches pédagogiques** qui rappellent :

- ☐ la nécessité d'un formateur et d'un tutorat ;
- ☐ l'utilité des matériaux pédagogiques conventionnels (documents écrits, études de cas) ;
- ☐ le stage terrain (learning by doing), et
- ☐ la dynamique de groupe (contacts entre étudiants).

**4.** Cette nouvelle pédagogie exige de **nouvelles formes de coopération** axées sur les réseaux ; les participants ont défini les actions de coopération à conduire en Méditerranée :

- ☐ inventaire et analyse des besoins (pôles de compétences, montage d'un observatoire) ;
- ☐ création de consortia de formations (partenariat privé-public) ;
- ☐ instrumentation (base de données, forum d'échanges, co-tutorat, mobilité) ;
- ☐ organisation de sessions de formation de formateurs.

Ils ont aussi souligné les **avantages et contraintes de développement de la coopération** :

au niveau des *avantages* :

- ☐ spécificités de l'agriculture et de l'alimentation méditerranéenne ;
- ☐ taille critique (partage des coûts, existence de financement/MEDA,... complémentarités institutionnelles) ;
- ☐ nécessités et volontés de coopération (pression de l'environnement économique et social) ;

comme *contraintes* à lever ou corriger :

- ☐ inertie des institutions et des individus ;
- ☐ moyens humains et financiers limités au Sud et à l'Est de la Méditerranée ;
- ☐ insuffisance des volontés politiques en matière de coopération ;
- ☐ difficulté de coordination.

## IV – En guise de conclusion à ce séminaire

### Que nous reste -t-il à faire ?

Compte tenu de nos expériences individuelles et institutionnelles, nos débats ces deux derniers jours nous auront permis de dégager les lignes de force de la réflexion et des actions que nous devons mener d'ici à l'horizon 2010 avec le CIHEAM pour :

1. Comblent le retard dans la construction méditerranéenne ;
2. Continuer le dialogue et le pérenniser avec les politiques et les décideurs ;
3. Continuer l'exercice d'Istanbul pour faire les projets d'établissement ;
4. Reconstruire les coopérations.

Pour la construction méditerranéenne, le CIHEAM et les institutions nationales qui ont déjà beaucoup accumulé doivent améliorer la lisibilité et la visibilité de leurs réflexions et de leurs actions pour convaincre les politiques, les décideurs et les organismes et organisations internationales.

Pour ce faire, il s'agira pour nous formateurs de :

- ☐ dépasser le calendrier académique et tenir compte du calendrier politique : Agenda 2000, renégociations agricoles, zone de libre échange en 2010 ... ;
- ☐ continuer le dialogue avant et pendant le séminaire d'Istanbul pour le pérenniser à travers des rendez-vous réguliers au niveau des grands débats, mais surtout au cours des processus de formation et de recherche qui ne sont plus un monopole exclusif des enseignants chercheurs.

Les nouvelles données du contexte global de la politique, de l'économie, des révolutions dans l'information et la biologie nous imposent de faire ou refaire les projets d'établissement pour les IAM et les institutions nationales pour améliorer individuellement et collectivement notre réponse aux attentes de nos clients et aux espoirs de nos produits.

Le CIHEAM saura-t-il être le moteur de partenariats pour relever les défis des enjeux précités ?

